

En troisième lieu, la déclaration prévoit un plan de travail global au cours de l'année qui vient afin de résoudre un large éventail d'obstacles à l'expansion des échanges. L'un des principaux aspects de cette question est le traitement national prévu dans les programmes d'achats publics, que l'on appelle communément les dispositions "Buy America" ou "Buy Canada".

Les organismes publics sont de gros acheteurs. Le gouvernement fédéral américain est de loin le plus important organisme au monde. L'espace à bureaux qu'il occupe est quatre fois plus important que tout l'espace à bureaux occupé dans les dix plus grandes villes des États-Unis. Depuis ces bureaux, il dépense 91 millions de dollars l'heure -- ou deux milliards de dollars chaque jour. Nous croyons que nous pouvons obtenir une meilleure part des commandes.

Notre plus importante initiative en matière de commerce, notre initiative sur le long terme, est celle qui a commencé en janvier avec la publication d'un important document de travail sur les moyens de maintenir et de renforcer notre accès aux marchés extérieurs. Comme vous le savez, le document couvre deux grands domaines. Le premier concerne ce que nous devons faire pour préparer notre position en vue des prochaines négociations du GATT. L'autre porte sur ce que nous devrions faire pour protéger et, si possible, élargir notre commerce avec notre plus important client, les États-Unis.

Il serait fort difficile de surestimer l'importance du maintien de nos relations d'affaires avec les États-Unis; aussi, le document fait-il état de quatre avenues possibles.

Nous pourrions essayer de nous accommoder du statu quo.

Ou nous pourrions essayer de négocier des arrangements limités à des secteurs particuliers ou à des genres particuliers de barrières non tarifaires.

Nous pourrions aussi négocier un accord-cadre par lequel les deux gouvernements souscriraient politiquement à des objectifs et à des mécanismes conçus pour éliminer les barrières commerciales et régler les différends bilatéraux.

Enfin, nous pourrions essayer de négocier un accord global avec les États-Unis, accord qui pourrait porter sur la presque totalité de nos échanges bilatéraux.